

Revue de presse

Mardi 02 Décembre 2025



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Conseil de la Nation

Bouzred présente le texte de loi de finances 2026



Le ministre des Finances, Abdelkrim Bouzred, a présenté lundi, devant les membres du Conseil de la Nation, le texte de loi de finances pour l'année 2026, lors d'une séance plénière présidée par M. Azzouz Nasri, président du Conseil, en présence de membres du gouvernement.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Les mesures du texte de loi de finances 2026 contribueront au soutien de la dynamique de croissance de l'économie nationale

Le ministre des Finances, M. Abdelkrim Bouzred, a affirmé, lundi à Alger, que les mesures contenues dans le texte de loi de finances pour l'exercice 2026 sont de nature à contribuer à la dynamique de croissance de l'économie nationale et à sa diversification hors hydrocarbures, tout en préservant le caractère social de l'Etat.

Présentant le texte de loi de finances 2026 devant les membres du Conseil de la nation, en séance plénière présidée par M. Azouz Nasri, président du conseil, et en présence de membres du gouvernement, M. Bouzred a précisé que ce nouveau texte vise à poursuivre la satisfaction des besoins socio-économiques des citoyens, et à stimuler la croissance de l'économie nationale et sa diversification hors secteur des hydrocarbures.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Texte de loi de finances 2026

Les membres du Conseil de la nation appellent à accélérer la cadence de réalisation des projets structurants

Des membres du Conseil de la nation ont souligné, lundi à Alger, lors de l'examen du texte de loi de finances 2026, la nécessité d'une coordination des efforts entre les différents secteurs pour accélérer la cadence de réalisation des grands projets générateurs de richesse et d'emplois, et ce, conformément à la vision du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à sortir de la dépendance aux hydrocarbures et à diversifier l'économie nationale.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

[L'UGTA salue la décision du président de la République relative à l'augmentation du SNMG et des pensions de retraite](#)

L'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), par la voix de son secrétaire général, Amar Takdjout, a salué, lundi à Alger, la décision du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, relative à l'augmentation du Salaire national minimum garanti (SNMG) et des pensions et allocations de retraite.

Dans une déclaration à l'APS, M. Takdjout a mis en avant les engagements du président de la République tenus envers les travailleurs et les citoyens, à travers sa décision d'augmenter le SNMG de 20.000 DA à 24.000 DA, à partir de janvier 2026, et de soumettre des propositions concernant l'augmentation des pensions et allocations de retraite.



[Conseil de la nation](#)

[Bouzerd présente le texte de loi de finances 2026](#)

Le débat général se poursuivra aujourd'hui, tandis que le vote interviendra jeudi prochain.

Le ministre des Finances, Abdelkrim Bouzerd, a présenté hier, devant les membres du Conseil de la nation, le texte de la loi de finances pour l'année 2026. Le ministre a expliqué que le nouveau texte vient renforcer la performance de l'économie nationale, en particulier dans les secteurs hors hydrocarbures.



Partis, syndicat et citoyens

«Des décisions historiques»

Le chef de l'État a frappé fort, très fort même. Ce n'est pas une petite révision symbolique : 20% d'augmentation! Ce qui annonce la couleur de 2026 où le Président a fait du pouvoir d'achat des citoyens sa priorité.

«Le citoyen est une ligne rouge, son bien-être est la priorité des priorités». Cette phrase, devenue leitmotiv depuis 2019, continue de guider l'action du président de la République. Et le Conseil des ministres de dimanche dernier est venu le rappeler avec force: Abdelmadjid Tebboune a bel et bien gagné la bataille du social. Les décisions dévoilées marquent un tournant majeur dans la politique de redistribution engagée depuis 2019. Ainsi, le chef de l'État a tranché avec des mesures d'une ampleur inédite.



Retraites, Snmg et allocation chômage

Les Algériens applaudissent

La rue a de nouveau vibré, si vite et de façon positive, après les décisions sociales prises par le chef de l'État.

Hier, au lendemain des décisions sociales prises par le président Abdelmadjid Tebboune, une vague d'enthousiasme a envahi le quotidien des citoyens. Ce n'était ni le prochain match de football de l'Équipe nationale, ni ceux des clubs engagés dans les deux compétitions continentales de la CAF qui concentraient les échanges des Algériens. Le poulx de la société avait pris le dessus... partout, tout le temps. Dans les transports, les cafés, jusqu'aux espaces numériques, un même sujet a éclipsé tous les autres, même les plus fédérateurs. Ce n'était ni le prochain match



[Loi de Finances 2026: Bouzred présente le texte devant le Conseil de la Nation](#)

Le ministre des Finances, Abdelkrim Bouzred, présente lundi, devant le Conseil de la Nation, le texte de loi de finances pour l'année 2026.

Le ministre des Finances, Abdelkrim Bouzred, présente lundi, devant les membres du Conseil de la Nation, le texte de loi de finances pour l'année 2026, lors d'une séance plénière présidée par Azzouz Nasri, président du Conseil, en présence de membres du gouvernement.

Le ministre a expliqué, lors de sa présentation devant les membres du Conseil, que le nouveau texte vient renforcer la performance de l'économie nationale, en particulier dans les secteurs hors hydrocarbures qui connaissent un essor qualitatif qu'il convient de valoriser.



[Bouzred table sur une croissance économique de 4,5% en 2025](#)



Bouzred table sur une croissance de 4,5% en 2025. C'est ce qui annonce lors de la présentation du projet de loi de finances 2026 au Conseil de la Nation, lundi à Alger. Le ministre des finances Abdelkrim Bouzred présente le texte de projet de loi relatif à la loi des finances 2026 (PLF 2026) devant les membres du Conseil de la Nation lors d'une séance plénière présidée par Azzouz Nasri.



Les Douanes algériennes renforcent leur coopération avec leurs homologues du Nigeria

La Direction générale des Douanes accueille, lundi, une délégation d'élèves stagiaires de l'École des Douanes du Nigeria.

L'événement est supervisé par le Général-major Abdelhafid Bakhouche, Directeur général des Douanes algériennes.

Mêmes préoccupations

Dès l'ouverture de la rencontre, le Général-major Bakhouche insiste sur l'importance de cette visite pour la consolidation du partenariat entre les deux pays. Il rappelle que l'Algérie et le Nigeria partagent les mêmes préoccupations en matière de lutte contre la contrebande, la criminalité transnationale organisée et la protection des intérêts économiques. Cette convergence de visions, souligne-t-il, constitue un socle essentiel face aux défis sécuritaires et économiques qui touchent aujourd'hui le continent africain.



Protection du pouvoir d'achat des Algériens: L'engagement du Président acté

Pour la protection du pouvoir d'achat des Algériens, l'engagement du Président Tebboune est acté depuis dimanche lors du Conseil des ministres.

Le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a fait du renforcement du volet social l'un des axes essentiels de son action. Les décisions prises au cours de ces 5 dernières années ont profondément remodelé la structure des revenus en Algérie, à travers des revalorisations salariales, la hausse des pensions de retraite, la création de nouveaux mécanismes de soutien social et une série de mesures destinées à préserver le pouvoir d'achat, dans un contexte mondial marqué par des crises successives.

Les augmentations du SNMG et de l'allocation chômage décidées par le président Tebboune favorablement accueillies : de la joie pour des millions de ménages

Le Salaire national minimum garanti (SNMG) passera ainsi de 20.000 à 24.000 dinars dès janvier 2026. «L'augmentation de 4.000 DA du SNMG était attendue par la majorité des employés de notre entreprise», affirme Omar, agent de l'EPIC Nadhif chargé de la collecte et du tri des déchets ménagers dans la wilaya de Bouira.

Partageant ce constat, plusieurs travailleurs, dont le salaire ne dépasse pas les 30.000 DA, estiment que cette revalorisation arrive à point nommé dans un contexte marqué par la dégradation du pouvoir d'achat et l'envolée des prix des produits de large consommation. «J'ai à ma charge une famille de cinq personnes, dont trois scolarisées. Je touche 35.000 DA par mois.

Hausse du SNMG et de l'allocation chômage – Le Conseil des ministres a abordé la problématique : le gaspillage des énergies sous le feu des projecteurs

Alors que ce sont, en général, le pétrole et le gaz naturel qui s'invitent dans les réunions gouvernementales, c'est un dérivé particulier des hydrocarbures qui a été examiné, dimanche, en Conseil des ministres, présidé par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune : les carburants.

Peut-être que le citoyen algérien ne s'en rend pas compte, mais la consommation nationale annuelle en énergies, de manière générale, et en carburants, de manière particulière, est en augmentation continue. En fait, il s'agit d'une augmentation exponentielle liée à l'augmentation de la population, à la construction de nouveaux logements et à la densification du tissu industriel. L'Algérie a beau être un pays de gaz et de pétrole, les gisements des énergies ne sont pas pour autant éternels.



Pétrole : rebond marqué des cours en ouverture des marchés asiatiques

Les prix du pétrole ont démarré la semaine en hausse, progressant de plus de 1,5% lors des échanges asiatiques tôt ce lundi. Le Brent a atteint 63,32 dollars le baril, tandis que le WTI américain s'est hissé à 59,45 dollars, soutenus par un regain de confiance des marchés et des anticipations d'un resserrement de l'offre.



Le ministre des Finances présente le PLF 2026 au Conseil de la Nation

Le ministre des Finances, Abdelkrim Bouzred, a présenté ce lundi devant les membres du Conseil de la Nation le projet de loi de finances pour l'année 2026, lors d'une séance plénière présidée par Azouz Nasri, président du Conseil, en présence de plusieurs membres du gouvernement.

À cette occasion, le ministre a souligné que ce nouveau texte vise à renforcer la performance de l'économie nationale, en particulier dans les secteurs hors hydrocarbures, qui enregistrent une progression qualitative notable qu'il convient de valoriser.



L'allocation chômage portée à 18.000 DA

Le Conseil des ministres, réuni, hier, sous la présidence du Président Tebboune, a entériné une décision majeure qui vient consolider le rôle social de l'État et renforcer le pouvoir d'achat des jeunes demandeurs d'emploi. L'allocation chômage, dispositif social phare institué en 2022, vient d'être revalorisée, passant de 15.000 DA à 18.000 DA. Une annonce qui est d'autant plus significative qu'elle s'accompagne d'une modification cruciale de la durée de son versement.



[Conseil de la Nation : M. Bouzred présente le texte de loi de finances 2026](#)

Le ministre des Finances, Abdelkrim Bouzred, a présenté ce lundi, devant les membres du Conseil de la Nation, le texte de loi de finances pour l'année 2026, lors d'une séance plénière présidée par Azzouz Nasri, président du Conseil, en présence de membres du gouvernement.

Le ministre a expliqué, lors de sa présentation devant les membres du Conseil, que le nouveau texte vient renforcer la performance de l'économie nationale, en particulier dans les secteurs hors hydrocarbures qui connaissent un essor qualitatif qu'il convient de valoriser.



[Le projet table sur des performances des secteurs hors hydrocarbures: Abdelkrim Bouzred présente le PLF 2026 devant le Sénat](#)

Le ministre des Finances, Abdelkrim Bouzred, a présenté hier, devant les membres du Conseil de la nation, le projet de loi de finances (PLF) pour l'année 2026, lors d'une séance plénière présidée par Azouz Nasri, président du Conseil, en présence de membres du gouvernement.

Dans son allocution introductive, M. Bouzred a mis en avant la volonté du gouvernement de consolider la performance économique nationale, en particulier dans les secteurs hors hydrocarbures, qui ont enregistré ces dernières années une évolution qualitative notable. Le ministre a insisté sur «la nécessité d'accompagner cette dynamique et de renforcer la transition vers une économie plus diversifiée et résiliente».

LE MINISTRE DES FINANCES : « Le PLF-2026 renforce la performance de l'économie hors hydrocarbures »

Le ministre des Finances, Abdelkrim Bouzred a affirmé que le texte de la Loi de finances pour l'année 2026 vient renforcer la performance de l'économie nationale, en particulier dans les secteurs hors hydrocarbures qui connaissent un essor qualitatif qu'il convient de valoriser.

Lors d'une séance plénière hier au Conseil de la nation, Bouzred a expliqué que selon le texte de la Loi de finances, le budget de l'État des dépenses s'élève à 17.636,7 milliards de dinars (mds DA) en 2026, tandis que les recettes budgétaires devraient atteindre 8009 mds DA durant la même année.



Boualvard présente le texte de la loi de finances pour l'année 2026

Le ministre des Finances, Abdelkrim Bouzred, a présenté lundi, devant les membres du Conseil de la Nation, le texte de loi de finances pour l'année 2026, lors d'une séance plénière présidée par M. Azzouz Nasri, président du Conseil, en présence de membres du gouvernement.

Le ministre a expliqué, lors de sa présentation devant les membres du Conseil, que le nouveau texte vient renforcer la performance de l'économie nationale, en particulier dans les secteurs hors hydrocarbures qui connaissent un essor qualitatif qu'il convient de valoriser.

Selon le texte de la loi de finances, le budget de l'Etat des dépenses s'élève à 17.636,7 milliards de dinars (mds DA) en 2026, tandis que les recettes budgétaires devraient atteindre 8009 mds DA durant la même année.

[Bouzred présente son PLF 2026 devant le Sénat. Un projet «exclusivement social»](#)

Le ministre des Finances, Abdelkrim Bouzred, a affirmé, hier au Sénat, que le projet de loi des Finances 2026 contient 11 articles consacrés exclusivement au blanchiment d'argent pour mettre les lois en vigueur au diapason des nouvelles mutations géopolitiques. Le blanchiment d'argent, pour rappel, touche tous les domaines, y compris ceux les plus inattendus comme la criminalité environnementale.

Le ministre des Finances a jeté, hier, un pavé dans la mare, par informer les sénateurs que l'application stricte de la loi en vigueur concernant l'endettement, met fin aux dettes détenus concernant les impôts et fiscalité, et ce, après le délai dépassé. Ces mesures tendent à l'allègement et surtout à l'encouragement de l'environnement fiscal et bancaire pour une Economie diversifiée et un investissement massif.

بوالزرد يعرض نص قانون المالية لسنة 2026



عرض وزير المالية, عبد الكريم بوالزرد, يوم الإثنين, أمام أعضاء مجلس الأمة, نص قانون المالية لسنة 2026, في جلسة علنية ترأسها السيد عزوز نصري, رئيس المجلس, بحضور أعضاء من الحكومة.

وأوضح الوزير خلال العرض المقدم أمام أعضاء المجلس, أن النص الجديد يأتي ليعزز أداء الاقتصاد الوطني, لا سيما في القطاعات خارج المحروقات التي تعرف قفزة نوعية ينبغي تثنيتها.

وتقدر نفقات ميزانية الدولة ضمن قانون المالية الجديد 176367 مليار دج في 2026, بينما يتوقع ان تصل الإيرادات إلى 8009 مليار دج خلال نفس السنة.

أعضاء مجلس الأمة يدعون إلى تسريع وتيرة المشاريع الهيكلية لتنويع الاقتصاد الوطني

أكد أعضاء من مجلس الأمة، اليوم الاثنين بالجزائر العاصمة، خلال مناقشتهم لنص قانون المالية 2026، ضرورة تنسيق الجهود بين مختلف القطاعات من أجل تسريع وتيرة انجاز المشاريع الكبرى الخلاقة للثروة ولمناصب الشغل، تماشيا مع رؤية رئيس الجمهورية، السيد عبد المجيد تبون، الرامية للخروج من التبعية للمحروقات و تنويع الاقتصاد الوطني.

وخلال جلسة علنية ترأسها رئيس المجلس، عزوز نصري، بحضور عدد من أعضاء الحكومة- بعد عرض وزير المالية، عبد الكريم بوالزرد، لنص القانون- أشار أعضاء المجلس إلى أهمية التنسيق بين مختلف القطاعات الوزارية والمحلية لرفع العراقيل التي تحول دون تجسيد المشاريع حيز الخدمة والاستفادة منها.

رفع القدرة الشرائية من خلال زيادة الأجور والمعاشات: قرارات تاريخية لرئيس الجمهورية منذ 2020

وضع رئيس الجمهورية، السيد عبد المجيد تبون، منذ توليه رئاسة البلاد في 2020، الملف الاجتماعي في صدارة أولوياته، متخذا قرارات تاريخية وإصلاحات عميقة غيرت تدريجيا خريطة الدخل الوطني، من خلال زيادات في الأجور معاشات المتقاعدين، واستحداث آليات جديدة للدعم الاجتماعي، كمنحة البطالة، فضلا عن إجراءات واسعة لحماية القدرة الشرائية، في ظل ظرف اقتصادي عالمي صعب فرضته تداعيات أزمات صحية وجيوسياسية.

وتعكس القرارات المتخذة رؤية رئيس الجمهورية القائمة على وضع المواطن في قلب السياسات العمومية، من خلال تحسين الدخل وتخفيف الأعباء الضريبية ودعم الفلاحين والمنتجين وتعزيز الحماية الاجتماعية، بما يسهم في ترسيخ العدالة الاجتماعية وتعزيز الأمن الغذائي الوطني وتحسين الإطار المعيشي لكافة شرائح المجتمع.

وكانت أولى الخطوات التي تم تبنيها في هذا الاتجاه رفع سقف الأجر الوطني الأدنى المضمون -الذي لم يعرف زيادة منذ قرابة عقد - إلى 20.000 دج ابتداء من 1 يونيو 2020، و هو القرار الذي تم اتخاذه رغم الصعوبات المالية وانخفاض سعر البترول وآثار جائحة كورونا .

الاتحاد العام للعمال الجزائريين يثمن قرار رئيس الجمهورية برفع الحد الأدنى للأجور ومنح التقاعد

ثمن الاتحاد العام للعمال الجزائريين، على لسان أمينه العام، السيد أمر تاقجوت، اليوم الاثنين بالجزائر العاصمة، قرار رئيس الجمهورية، السيد عبد المجيد تبون، المتعلق برفع الحد الأدنى المضمون للأجور ومنح ومعاشات التقاعد.

وفي تصريح لـ /وأج، نوه السيد تاقجوت بوفاء رئيس الجمهورية بالتزاماته تجاه العمال والمواطنين من خلال قراره القاضي برفع الحد الأدنى للأجور من 20 ألف دج إلى 24 ألف دج، ابتداء من يناير 2026 وتقديم مقترحات تخص رفع المعاشات ومنح التقاعد.

واعتبر أن هذه القرارات التي اتخذها رئيس الجمهورية، أمس الأحد، خلال ترؤسه اجتماعا لمجلس الوزراء، "إيجابية ومسؤولة وشجاعة" وتؤكد "احترام رئيس الجمهورية لالتزاماته ووعوده تجاه العمال والمواطنين"، مذكرا أن هذه المسألة شكلت دوما مطلباً للمركزية النقابية خلال عدة مناسبات.



بوالزرد يعرض نص قانون المالية لسنة 2026

عرض وزير المالية، عبد الكريم بوالزرد، يوم الإثنين، أمام أعضاء مجلس الأمة، نص قانون المالية لسنة 2026، في جلسة علنية ترأسها عزوز ناصري، رئيس المجلس، بحضور أعضاء من الحكومة.

وأوضح الوزير خلال العرض المقدم أمام أعضاء المجلس، أن النص الجديد يأتي ليعزز أداء الاقتصاد الوطني، لا سيما في القطاعات خارج المحروقات التي تعرف قفزة نوعية ينبغي تهمينها.

وتقدر نفقات ميزانية الدولة ضمن قانون المالية الجديد 176367 مليار دج في 2026، بينما يتوقع أن تصل الإيرادات إلى 8009 مليار دج خلال نفس السنة.

وقد اعتمد نص القانون الجديد، الذي صادق عليه نواب المجلس الشعبي الوطني يوم 18 نوفمبر الماضي، سعرا مرجعيا لبرميل النفط الخام بـ 60 دولار، و70 دولار كسعر سوق، حيث ينتظر أن تبلغ الجباية البترولية المتوقعة في الميزانية 26979 مليار دج سنة 2026.



وزير المالية يقدم أمام "السيناتورات" توضيحات حول الأجور والتسبيقات والعجز:

شروحات دقيقة عن صرف كل دينار في ميزانية 2026

قدّم وزير المالية عبد الكريم بو الزرد، أمام أعضاء مجلس الأمة، شرحاً دقيقاً لكيفية صرف كل دينار في الميزانية سنة 2026، مع توضيحات إضافية حول حجمها الكبير هذا العام، الذي يبلغ 135 مليار دولار، رغم أنّ نسبة تنفيذها لم تتجاوز 70 بالمائة خلال سنتي 2024 و2025.

كما طمأن الوزير أعضاء المجلس بشأن آلية تسبيقات الخزينة، مقدّمًا ضمانات أوضح حول تحسين شروط استخدامها لضمان السيولة، وتحدث عن إمكانية تعديل القانون العضوي لقوانين المالية 18/15، مؤكداً في الوقت نفسه أن الغلاف المالي المخصّص لمنحة البطالة يكفي لتغطية الزيادات التي أقرّها رئيس الجمهورية عبد المجيد تبون أمس الأول.

قال وزير المالية عبد الكريم بو الزرد، خلال عرضه مشروع قانون المالية لسنة 2026، الإثنين، أمام أعضاء مجلس الأمة، إنّ الجباية غير البترولية تتطور بوتيرة سنوية تتراوح بين 6.7 و6.6 بالمائة، ما يعكس ديناميكية اقتصادية معتبرة، وأوضح أن حجم النفقات سيبلغ في السنة المقبلة نحو 17 ألفاً و600 مليار دينار، ليرتفع إلى ما يقارب 19 ألف مليار دينار في أفق 2028، وهي أرقام أثارت نقاشاً واسعاً بالنظر إلى أنّ الميزانية لا تُستهلك فعلياً إلا في حدود 70 بالمائة، وهي النسبة المسجّلة خلال هذه السنة والسنة التي سبقتها.



تشكيلة واسعة بـ"القرض الشعبي" لعروض الاستثمار والاستغلال ومرافقة المؤسسات:

تمويلات حلال للمصانع و"شوروم" لـ15 سنة بأدنى هامش ربح!

مزاري: بطاقات إلكترونية إسلامية بتسبيقات تصل 30 بالمائة... وهذه تفاصيلها

تخفيضات على هوامش الربح في التعاملات الإسلامية بمرسوم تنفيذي جديد

تستعد البنوك لإطلاق تخفيضات معتبرة في هامش الربح على المعاملات الإسلامية في إطار مرسوم تنفيذي جديد قيد التحضير لدى الحكومة لتمكين التمويلات المطابقة للشريعة من الاستفادة من نفس دعم القروض الكلاسيكية. كما سيقوم القرض الشعبي الجزائري خلال الثلاثي الأول لسنة 2026 بإطلاق خدمات جديدة، تشمل بطاقات مصرفية شرعية بخصائص حديثة وإمكانية تسبيق الراتب، بما يصل 30 بالمائة، من دون دفع فوائد ربوية في حال التأخر.



التقرير التمهيدي لمشروع قانون المالية لـ2026 بمجلس الأمة:

34 بالمائة من الكتلة النقدية خارج الإطار الرسمي!

“سيناتورات” يطالبون باستيراد سيارات أقل من 5 سنوات والحدّ من سوق “الدوفيز”

تضمّن التقرير التمهيدي لمشروع قانون المالية 2026، الذي أعدته لجنة الشؤون الاقتصادية والمالية بمجلس الأمة، جملة من الانشغالات التي طرحها أعضاء اللجنة على وزير المالية، عبد الكريم بو الزرد، وتمحورت أساسًا حول كيفية تخفيض العجز المسجّل في الرصيد الإجمالي للخزينة العمومية وتحسين المستوى المعيشي للمواطنين.

وشدّدت التوصيات على ضرورة مراعاة القدرة الشرائية للمواطنين في ظل ارتفاع الأسعار، إلى جانب توضيح كيفية ترجمة النمو الاقتصادي المتوقع على أرض الواقع والتكفل بالانشغالات اليومية للمواطن.



مجلس الأمة: وزير المالية يعرض مشروع قانون المالية

عرض وزير المالية، عبد الكريم بو الزرد، اليوم الإثنين، مشروع قانون المالية لسنة 2026، أمام أعضاء مجلس الأمة، في جلسة علنية، ترأسها عزوز نصري، رئيس المجلس، بحضور أعضاء من الحكومة.

وجاء هذا، بعد عرضه ومناقشته والتصويت عليه من قبل نواب المجلس الشعبي الوطني.

وحضر جلسة عرض مشروع قانون المالية لسنة 2026، عدد من أعضاء الحكومة.

وتضمن مشروع القانون، أهم معالم ومحاور السنة المالية 2026 من حيث الإيرادات والنفقات.

وتتميز مشروع القانون، بالمحافظة على تنويع الاقتصاد الوطني وتعزيز مناخ الاستثمار وتحسين المستوى المعيشي للمواطن.

خبراء ومنظمات يؤكدون أن الجبهة الاجتماعية في صلب أولوياته

رفع "السميقي" ومنحة البطالة.. الرئيس التزم فأوفى

ثمنت المركزية النقابية ومنظمات وخبراء في الاقتصاد، مخرجات مجلس الوزراء المتعلقة برفع الحد الأدنى للأجور ومنحة البطالة، والمراجعة الوشيكى لمعاشات ومنح التقاعد، واصفة إياها بالخطوة الاستراتيجية التي تمهد لمرحلة جديدة في سوق العمل ونظام الحماية الاجتماعية، ولبنة أساسية لتقوية الجبهة الاجتماعية وترسيخ الاستقرار الاجتماعي شريطة ربطها بإصلاحات اقتصادية عميقة.

أكد الأمين العام للاتحاد العام للعمال الجزائريين، أمر تقجوت، في اتصال ب«المساء» أن رئيس الجمهورية خلال الزيارة التي قادتته إلى بيت الاتحاد في الفاتح ماي 2024، التزم برفع الحد الأدنى للأجور ومراجعة عطلة الأمومة، ووعد بدراسة كيفية مراجعة منح ومعاشات المتقاعدين، وهي الالتزامات التي لم تبق حبيسة الخطابات، بل تجسدت في ظرف وجيز، وهي مكاسب هامة للطبقة الشغيلة تعكس الإرادة السياسية لتعزيز الحماية الاجتماعية رغم التحديات الاقتصادية الراهنة، مؤكدا أن الزيادة المقدره بـ4 آلاف دينار هي مرجع للمؤسسات لاحتساب الحد الأدنى والتي ستؤدي إلى ارتفاع قيمة الأجر.



بوالزرد يعرض نص قانون المالية لسنة 2026

عرض وزير المالية، عبد الكريم بوالزرد، أمام أعضاء مجلس الأمة، نص قانون المالية لسنة 2026، في جلسة علنية ترأسها عزوز ناصري، رئيس المجلس، بحضور أعضاء من الحكومة.

أوضح الوزير خلال العرض المقدم أمام أعضاء المجلس، اليوم الاثنين، أن النص الجديد يأتي ليعزز أداء الاقتصاد الوطني، لاسيما في القطاعات خارج المحروقات التي تعرف قفزة نوعية ينبغي تثمينها.

وتقدر نفقات ميزانية الدولة ضمن قانون المالية الجديد 17636.7 مليار دج في 2026، بينما يتوقع أن تصل الإيرادات إلى 8009 مليار دج خلال نفس السنة.

وقد اعتمد نص القانون الجديد، الذي صادق عليه نواب المجلس الشعبي الوطني يوم 18 نوفمبر الماضي، سعرا مرجعيا لبرميل النفط الخام بـ60 دولار، و70 دولار كسعر سوق، حيث ينتظر أن تبلغ الجباية البترولية المتوقعة في الميزانية 2697.9 مليار دج سنة 2026.



وزير المالية: تدابير نص قانون المالية 2026 ستساهم في دعم ديناميكية نمو الاقتصاد الوطني

اعتبر وزير المالية، عبد الكريم بوالزرد، اليوم الاثنين بالجزائر العاصمة، أن التدابير التي جاء بها نص قانون المالية لسنة 2026، من شأنها المساهمة في ديناميكية نمو الاقتصاد الوطني وتنويعه خارج قطاع المحروقات، مع المحافظة على الطابع الاجتماعي للدولة.

وأوضح بوالزرد، خلال عرضه لنص قانون المالية لسنة 2026 أمام أعضاء مجلس الأمة في جلسة علنية، ترأسها عزوز نصري، رئيس المجلس، بحضور أعضاء من الحكومة، أن النص الجديد يهدف إلى مواصلة تلبية الاحتياجات الاجتماعية والاقتصادية للمواطنين، ودفع النمو في الاقتصاد الوطني وتنويعه خارج قطاع المحروقات.

وأضاف بأن النص يأتي في سياق وطني يتميز بـ "انتعاش تدريجي للاقتصاد، مدفوعا بجهود الدولة في مختلف القطاعات"، مبرزا الجهود المبذولة في مجال تشجيع الاستثمار وإعادة بعث المشاريع الكبرى المهيكلة وتطوير الصادرات.



قانون المالية 2026.. أرقام غير مسبوقة ورؤية اقتصادية جديدة أمام مجلس الأمة

عرض وزير المالية، عبد الكريم بوالزرد، اليوم الإثنين، مشروع قانون المالية لسنة 2026 أمام مجلس الأمة، خلال جلسة علنية ترأسها رئيس المجلس عزوز نصري، وبحضور عدد من أعضاء الحكومة، وذلك بعد مناقشته والتصويت عليه من قبل نواب المجلس الشعبي الوطني.

وتضمن المشروع الخطوط العريضة للسنة المالية المقبلة، سواء في جانب الإيرادات أو النفقات، مع التأكيد على مواصلة تنويع الاقتصاد الوطني، تحسين مناخ الاستثمار، ورفع المستوى المعيشي للمواطن.

وأوضح الوزير أن النص الجديد يعزز ديناميكية الاقتصاد الوطني، خصوصا في القطاعات خارج المحروقات التي تشهد نموا ملحوظا ينبغي تثمينه ومواصلة دعمه.

وبحسب الأرقام المعروضة، ستبلغ نفقات الدولة خلال 2026 حوالي 17.636,7 مليار دينار، مقابل إيرادات مرتقبة تقدر بـ 8.009 مليار دينار. كما اعتمد المشروع سعرا مرجعيا لبرميل النفط بـ 60 دولارا، و70 دولارا كسعر سوق، مع توقع جباية بترولية تبلغ 2.697,9 مليار دينار.

وزير المالية يعرض قانون المالية لسنة 2026 على أعضاء مجلس الأمة

عرض وزير المالية بوالزرد نص قانون المالية لسنة 2026 أمام أعضاء مجلس الأمة، وسط توقعات بنمو اقتصادي يصل إلى 4.1% والتضخم عند 3.6%

بعد أن صادق عليه نواب المجلس الشعبي الوطني، شرع وزير المالية عبد الكريم بوالزرد، اليوم الإثنين، في عرض نص قانون المالية لسنة 2026 على أعضاء مجلس الأمة.

وعرض الوزير النص في جلسة علنية ترأسها عزوز نصري، رئيس المجلس، بحضور أعضاء من الحكومة، موضحاً أبرز محاور القانون وتأثيراته الاقتصادية.

وأشار بوالزرد خلال العرض إلى أن النص الجديد “يعزز أداء الاقتصاد الوطني، خصوصاً في القطاعات خارج المحروقات، التي تشهد قفزة نوعية ينبغي تأمينها.”

BOUZRED AU CONSEIL DE LA NATION

Les mesures du PLF-2026 soutiennent la «dynamique de croissance»

Le ministre des Finances, Abdelkrim Bouzred, a affirmé, hier à Alger, que les mesures contenues dans le texte du projet de loi de finances (PLF) pour l'exercice 2026 sont de nature à contribuer à la dynamique de croissance de l'économie nationale et à sa diversification hors hydrocarbures, tout en préservant le caractère social de l'Etat. Présentant le PLF-2026 devant les membres du Conseil de la nation, en séance plénière présidée par Azouz Naciri, président du Conseil, et en présence de membres du gouvernement, M. Bouzred, cité par l'APS, a précisé que ce nouveau texte vise à poursuivre la satisfaction des besoins socioéconomiques des citoyens et à stimuler la croissance de l'économie nationale et sa diversification hors secteur des hydrocarbures. Ce texte s'inscrit dans un contexte national marqué par *une relance progressive* de l'économie, soutenue par les efforts de l'Etat dans plusieurs secteurs, a-t-il ajouté, soulignant les efforts déployés pour la promotion de l'investissement, la relance des grands projets structurants et le développement des exportations. L'économie nationale devrait maintenir son rythme de croissance au cours des trois prochaines années, prévoyant un taux de 4,1% en 2026, 4,4% en 2027 et 4,5% en 2028, ainsi qu'un taux de croissance hors hydrocarbures qui oscille entre 6 et 7% , et ce, grâce à la dynamique

marquant plusieurs secteurs, notamment l'industrie, l'agriculture, la construction et les services. Selon les chiffres présentés par le ministre, le projet de loi de finances comprend des dépenses prévisionnelles de l'ordre de 17 636,7 milliards de dinars en 2026, dont 6005 milliards comme dépenses de transfert incluant les subventions destinées aux différents établissements publics et organismes sous tutelle, y compris les universités et les centres de formation, et les transferts destinés aux personnes, englobant les pensions de retraite et l'allocation chômage, ainsi que les subventions aux produits de large consommation (675 milliards de dinars).

FLUCTUATIONS ÉCONOMIQUES

Les dépenses incluent également celles destinées à l'investissement, comprenant à la fois le nouveau programme et celui en cours de réalisation, conformément aux dispositions de la loi organique relative aux lois de finances, selon le ministre qui a indiqué que des amendements à cette dernière seront proposés au Parlement pour une meilleure formulation des lois de finances, notamment à travers l'abrogation de l'obligation d'élaborer le budget sur une durée de trois ans, compte tenu des répercussions induites par les fluctuations économiques à l'échelle internationale. S'agissant

des dispositions législatives, M. Bouzred a souligné l'importance de l'ensemble des mesures proposées dans le cadre du PLF-2026, notamment celles relatives au maintien de la stabilité des prix des produits de large consommation, à la régularisation de la situation des personnes accusant un retard de paiement de leurs obligations fiscales, au soutien des start-up, des incubateurs et de l'innovation, ainsi qu'à l'encouragement de l'entrepreneuriat. Il a également insisté sur la poursuite du soutien au secteur de l'habitat, notamment le programme de logement location-vente AADL, et la promotion de l'environnement et de l'énergie verte.

Le texte propose également des amendements à la loi monétaire et bancaire, permettant de porter la durée de règlement des avances sollicitées par le Trésor public auprès de la Banque d'Algérie d'une à deux années et d'élever leur plafond de 10 à 20% des revenus annuels. Dans le rapport préliminaire de la commission des affaires économiques et financières du Conseil, lu, après l'exposé, par le rapporteur de la commission, Noureddine Habib, la commission a salué les efforts déployés dans le domaine de la réforme économique, notamment ceux liés à l'encouragement et à la protection de l'investissement local et les augmentations significatives des salaires.

R. E.

À PROPOS DU DÉFICIT BUDGÉTAIRE CONTENU DANS LE PLF 2026

Bouzerd rassure les sénateurs

Le ministre des Finances rassure les sénateurs quant à la capacité de notre économie à assurer le niveau d'endettement qu'impose le déficit budgétaire prévu dans le projet de loi de finances 2026.

Mohammed K. - Alger (Le Soir) - Les membres du Conseil de la Nation ont entamé, hier lundi, les débats autour du projet de loi de finances pour l'année 2026. Des débats précédés par l'exposé du ministre des Finances et du rapport préliminaire de la commission des affaires économiques et financières de la chambre haute du Parlement dans lequel les sénateurs se sont interrogés sur nombre de «zones d'ombre» que comporterait ce document. Dont notamment l'important déficit budgétaire de l'ordre de 9627 milliards de dinars avec des recettes qui devraient atteindre 8

009 milliards de dinars (61,60 milliards de dollars), soit 19% du PIB et des dépenses qui devraient frôler les 17 636 milliards de dinars, 42% du PIB (135,66 milliards de dollars). A ce sujet, le ministre des Finances Abdelkrim Bouzerd s'est voulu rassurant, comme face aux députés il y a quelques jours de cela.

Pour lui, ce déficit n'est pas aussi effrayant comme l'apprehendent les parlementaires, du fait que, selon lui, «du point de vue du principe, la plupart des pays recourent à l'endettement pour le combler». Mais, précise-t-il, «le débat, le vrai, doit être

mené sur la capacité de notre économie à supporter le niveau de cet endettement». A ce sujet, Bouzerd se veut rassurant en affirmant que notre économie est «capable de relever ce défi», se fiant aux «bons points» délivrés par des institutions financières internationales, citant le dernier rapport annuel du FMI qui mentionne des indicateurs positifs de notre économie.

Lancement, l'année prochaine, des sukuk souverains

Le ministre des Finances, qui a ajouté que ce déficit du projet de loi de finances 2026 sera financé par des emprunts intérieurs, expliquant que cela n'aura pas d'incidence significative sur l'inflation, les prix ou le niveau de vie des citoyens, a fait part du

«lancement l'année prochaine» des sukuk souverains dès la finalisation des procédures réglementaires, dans le but de «diversifier le financement public et renforcer le marché financier».

Dans son exposé, le ministre des Finances a affirmé que le nouveau texte vient renforcer la performance de l'économie nationale, en particulier dans les secteurs hors hydrocarbures qui connaissent un essor qualitatif qu'il convient de valoriser. Il a été élaboré sur la base d'un prix référentiel du baril du pétrole à 60 dollars, et de 70 dollars pour le prix estimatif de marché du baril. Les recettes pétrolières inscrites au budget devraient atteindre 2697,9 milliards de dinars en 2026. Concernant le taux de croissance économique, il est

prévu qu'il atteigne 4,1% l'année prochaine, avant de s'élever à 4,4% en 2027 puis à 4,5% en 2028, selon Bouzerd, soulignant que ces estimations prennent en compte l'évolution de la situation économique nationale et internationale, notamment les résultats attendus des secteurs hors hydrocarbures. S'agissant du volet législatif, le ministre a rappelé que le texte prévoyait une série de mesures visant à protéger le pouvoir d'achat des citoyens, à soutenir l'économie et à encourager l'investissement.

Les débats autour de ce PLF 2026 devraient se poursuivre aujourd'hui mardi alors que son vote interviendra après-demain jeudi.

M. K.

بوالزرد قال إن الكتلة النقدية المتداولة خارج الإطار الرسمي 34% طرح الصكوك السيادية للتداول بداية من مطلع 2026 • مراجعة جديدة للقانون العضوي لقوانين المالية

الأساسي الواجب طرحه اليوم يكمن في معرفة مدى قدرة اقتصادنا على تحمل مستوى الاستدانة، ميرزا في ذات الوقت أن الاقتصاد الجزائري قادر اليوم على رفع هذا التحدي، وهذا باعتراف المؤسسات المالية الدولية، لا سيما صندوق النقد الدولي. وكشف الوزير أن نسبة استهلاك الاعتمادات المالية المعلن عنها هي 70%، وأن أدنى مستوى استهلاك يتعلق بنفقات الاستثمار، ويبلغ حوالي 40%. مع تباين بين القطاعات المختلفة والسبب في ذلك عدم اكتمال إنجاز مشاريع جديدة أو جارية لم تنجز في أجالها المحددة. لافتا إلى أن مصالح وزارته تعمل على تحطير مدونات نفقات التجهيز العمومي، حفاظا على مصداقية الدولة. وبشأن منح العقار الاقتصادي التابع للأماكن الخاصة للدولة والواقعة داخل مناطق



• أعلن وزير المالية، عبد الكريم بوالزرد، أمس، عن إعادة النظر في القانون العضوي المتعلق بقوانين المالية الصادر في 2018 في ثاني عملية من نوعها بعد ذلك الذي أدخله النواب قبل عامين. ويعني التعديل وفق ما أبلغ به أعضاء مجلس أسس خلال عرضه لنص قانون المالية لعام 2026، البند المتعلق بالميزانية متعددة السنوات المنصوص عليها في المادة 5 من القانون العضوي. وأشار ممثل الحكومة في عرضه أن هذا الإجراء أملاه تغير الأوضاع والظروف وصعوبة التنبؤ. وما تضرره التقلبات الاقتصادية على الصعيد الدولي. وتنص المادة 5 من القانون العضوي المؤطر لقوانين المالية على أنه يتم تأطير الميزانية على المدى المتوسط كل سنة من طرف الحكومة، بناء على اقتراح من الوزير المكلف بالمالية، في بداية إعداد قانون المالية، ويحدد

التشامات المصغرة بقرار من رئيس المجلس الشعبي البلدي، وبعد مداولة المجلس الشعبي البلدي، أكد ممثل الحكومة أن الهدف من هذا الإجراء هو تبسيط الإجراءات. ودافع الوزير عن المادة 148 من التشريع الجديد القاضي بإلزام المؤسسات العمومية الاقتصادية بالمساهمة في ميزانية الدولة من خلال دفع جزء من مواردها المالية، لافتا إلى أن هذا الإجراء جاء من أجل وضع حد للعديد من التجاوزات التي لوحظت في تسبير هاته الكيانات الاقتصادية العمومية، بقرض إضفاء حوكمة أكبر على نشاطها من خلال ترشيدها استعمال مواردها المالية، لافتا إلى أن هذا الإجراء كان معمولاً به سابقا في إطار أحكام القانون رقم 17-84 المتعلق بقوانين المالية المعدل. وكشف من جهة أخرى، أن الكتلة النقدية المتداولة خارج الإطار الرسمي قد بلغت 34% من النسبة الإجمالية للكتلة المتداولة. وأعلن عن طرح الصكوك السيادية للتداول بداية من مطلع السنة المقبلة، بعد وضع الترتيبات التنظيمية اللازمة لها.

لسنة المقبلة والسنة التي تليها، أي ميزانية ثلاثية السنوات. وذكر الوزير في عرضه المشع بالأرقام والملاحظات بأهم محاور القانون والإجراءات التي تضمنته، داعيا أعضاء مجلس الأمة للمشاركة في الترويج للمادة 89 المتعلقة بالامتثال الضريبي للتجار. مدافعا بشدة على المادة 150 من النص المتعلقة بحصول خزينة الدولة على تسبيقات من بنك الجزائر تصل قيمتها إلى 20 بالمائة من المداخيل الجبائية المتوقعة. كما أشار الوزير إلى أن إدراج تعديلات على القانون النقدي وللصرفي من شأنه إعطاء هامش مناورة أكبر للخزينة العمومية لتغطية تمويل المشاريع الاستثمارية العمومية ولا سيما في مجال البنى التحتية، موضحا أن هذا الإجراء لا يتناقض السياسات النقدية المتعارف عليها دوليا، كما أنه لن تنجز عنه أية انعكاسات تضخمية، لافتا إلى الجبائية البروتية تعتبر من المداخيل العادية.

ولفت في سياق متصل إلى أنه من الناحية المبدئية غالبية الدول تلجأ إلى الاستدانة من أجل تمويل عجز الميزانية، مضيفا بهذا الصدد أن النقاش

جمال - ف



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

💡 Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

✉️ dc@mf.gov.dz

☎️ Poste: 2784

www.mf.gov.dz



@MFinance_dz



@MFinancesdz



MFINANCES CHANNEL وزارة المالية الجزائرية



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger